



**Conseils d'administration du
Programme des Nations Unies pour le
développement, du Fonds des Nations
Unies pour la population et du Bureau
des Nations Unies pour les services
d'appui aux projets**

Distr.: général
19 décembre 2025

Français
Original : anglais

Première session ordinaire 2026
2 au 5 février 2026, New York
Point 8 de l'ordre du jour provisoire
Visites sur le terrain

**Rapport sur la visite sur le terrain du Conseil d'administration du PNUD,
du FNUAP et de l'UNOPS au Royaume hachémite de Jordanie du 19 au 23
octobre 2025**

I. Introduction

1. La visite sur le terrain au Royaume hachémite de Jordanie s'est déroulée du 19 au 23 octobre 2025. Elle avait pour objectif de permettre aux membres du Conseil d'administration du PNUD/FNUAP/UNOPS :

- observer les progrès réalisés dans le cadre des principales initiatives soutenues par les Nations Unies;
- identifier les défis en matière de développement; et
- d'explorer les possibilités de renforcer la collaboration, notamment dans le cadre de l'initiative UN80.

2. L'équipe de pays des Nations Unies (UNCT) en Jordanie regroupe 29 agences, fonds et programmes des Nations Unies, dont 19 sont présents dans le pays et 10 opèrent à partir de leur siège ou de bureaux régionaux. En outre, huit entités ont des bureaux régionaux en Jordanie. Le bureau de l'Envoyé spécial pour le Yémen et le siège de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) sont également basés à Amman. Au total, le système des Nations Unies en Jordanie compte environ 10 000 employés (environ 7 500 à l'UNRWA et 2 500 dans d'autres entités).

3. Au cours de sa visite, la délégation a rencontré des ministres et des hauts fonctionnaires, des représentants du système des Nations Unies et des partenaires locaux. Elle a également visité toute une série de projets soutenus par les Nations Unies dans des secteurs clés, notamment l'éducation, la santé, la conservation marine, la sécurité alimentaire, l'engagement des jeunes et la croissance verte inclusive.

4. Cette visite a souligné le rôle essentiel joué par les agences des Nations Unies dans le soutien apporté à un pays à revenu intermédiaire comme la Jordanie, qui continue de faire face à des défis internes et externes complexes. Il s'agit notamment du taux de chômage élevé chez les jeunes, des inégalités entre les sexes, de la pénurie d'eau et des pressions budgétaires (dette publique dépassant 110 % du produit intérieur brut (PIB)), ainsi que de l'instabilité régionale, d'une importante population de réfugiés, de la baisse de l'aide publique au développement (qui représente actuellement environ 10 % du PIB) et d'une forte baisse des recettes touristiques. Ensemble, ces facteurs ont exercé une pression considérable sur les efforts d'aide humanitaire et les programmes de développement à long terme.

II. Thèmes clés de la visite

A. Développement économique inclusif

5. La Jordanie possède l'une des populations les plus jeunes de la région, avec 63 % de sa population âgée de moins de 30 ans. Ce profil démographique présente à la fois des opportunités et des défis, en particulier dans le domaine de l'emploi des jeunes, car le taux de chômage des jeunes s'élève à 45 % et le taux d'activité des femmes à 14 %. En tant que petite économie ouverte, la Jordanie reste très exposée aux chocs extérieurs et à l'instabilité régionale, qui continuent de peser sur sa trajectoire de développement. En réponse, le gouvernement a lancé une ambitieuse Vision de modernisation économique (EMV) visant à débloquer une croissance durable, à attirer les investissements et à créer un million d'emplois en promouvant des secteurs à forte valeur ajoutée tels que les technologies de l'information et de la communication (TIC), le tourisme, les énergies vertes et les industries de pointe.

6. **Croissance des PME et emploi inclusif** : à l'initiative du PNUD, la délégation a participé à une table ronde économique avec l'ancien ministre de l'Économie numérique, des représentants du secteur privé, des femmes bénéficiaires et des petites et moyennes entreprises (PME). Les PME représentent environ 40 à 50 % du PIB jordanien et emploient environ 70 % de la main-d'œuvre du secteur privé. Les participants ont présenté les projets soutenus par les Nations Unies et leur contribution à la mise en œuvre de la stratégie pour l'économie numérique et les objectifs de développement durable (ODD) dans tous les secteurs. La discussion a porté sur la création d'emplois et l'innovation verte menées par les PME, y compris les efforts visant à encourager l'entrepreneuriat chez les jeunes et les femmes. Depuis le lancement de la politique nationale en faveur de l'entrepreneuriat, plus de 70 incubateurs d'entreprises ont été créés dans tout le pays grâce à des programmes gouvernementaux, de développement et du secteur privé. Toutefois, les participants ont souligné la difficulté de retenir les start-ups prospères dans le pays, car beaucoup d'entre elles cherchent à se financer à l'étranger pour se développer sur de nouveaux marchés. Afin de tirer pleinement parti des investissements du secteur privé à grande échelle, ils ont insisté sur la nécessité d'adopter une approche écosystémique, d'améliorer les mécanismes de réduction des risques et de créer un fonds de croissance pour permettre la transition d'une économie basée sur les PME vers une économie axée sur la transformation et l'innovation. Les participants ont estimé que les Nations Unies avaient un rôle clé à jouer en tant qu'intégrateur et rassembleur afin de réunir les acteurs nécessaires à une approche globale et multidimensionnelle du développement économique et de la création d'emplois locaux.

7. **Projet « Cash for Work » dans les écoles publiques** : mise en œuvre par l'UNOPS, cette initiative a amélioré l'accès à l'éducation et les conditions d'apprentissage de 500 000 élèves grâce à l'entretien de plus de 400 écoles publiques, y compris l'installation d'infrastructures numériques. Le projet a également créé des opportunités de travail rémunéré pour plus de 14 000 Jordaniens et réfugiés syriens vulnérables, dont près de 4 000 femmes et 800 personnes handicapées, en partenariat avec l'Allemagne (KfW). Les bénéficiaires ont reçu une formation en cours d'emploi afin de faciliter leur future intégration sur le marché du travail. Fort de son succès en Jordanie, le partenariat a été étendu au Yémen, au Liban, à l'Irak et à l'État de Palestine afin d'aider à faire face aux pressions exercées sur les systèmes scolaires publics liées à l'augmentation de la population scolaire et aux déplacements régionaux.

B. Protection sociale/Santé

8. L'évolution de la situation géopolitique dans la région – notamment en République arabe syrienne, à Gaza et en Cisjordanie, ainsi qu'en République islamique d'Iran – continue d'exercer une pression sur l'économie, les systèmes sociaux et les services publics de la Jordanie, en particulier le secteur de la santé, qui est déjà surchargé. La Jordanie continue de supporter une part disproportionnée du fardeau régional lié aux déplacements de population, accueillant environ 1,3 million de Syriens en plus des 2,3 millions de réfugiés palestiniens enregistrés. Bien que la Jordanie ait fait preuve d'une générosité remarquable en tant que pays d'accueil pendant plus d'une décennie, les responsables gouvernementaux ont souligné que la situation n'était plus tenable sans un soutien accru des donateurs. Ils ont averti que le manque de financement pourrait avoir de graves répercussions sur la stabilité et la fourniture de services essentiels, notamment le logement, l'alimentation et les infrastructures sanitaires.

9. **Camp de réfugiés de Zaatari :** La délégation a visité le camp de réfugiés de Zaatari, le plus grand camp au monde pour les réfugiés syriens. Créé en 2012, il est depuis devenu le quatrième centre démographique de Jordanie, accueillant plus de 65 000 résidents, dont plus de la moitié sont des enfants, dont environ 23 000 sont nés dans le camp. En coopération avec le HCR et d'autres partenaires, le FNUAP s'efforce de remédier aux disparités importantes en matière de droits sexuels et reproductifs (DSR) entre les réfugiés vivant dans les camps et les Jordaniens, ainsi que les réfugiés vivant en dehors des camps. Les mariages précoces restent une préoccupation majeure, représentant 50 à 60 % des mariages enregistrés dans le camp, ce qui constitue une grave violation des droits des filles et limite leurs perspectives d'avenir. Grâce à un engagement direct auprès des femmes, des filles et des prestataires de services, la délégation a pu mieux comprendre les expériences et les défis rencontrés dans les espaces sécurisés pour les femmes et les filles soutenus par le FNUAP. Si environ 70 % du travail du FNUAP en Jordanie est axé sur l'aide humanitaire, l'agence continue d'appliquer une approche de développement axée sur l'e à ses interventions afin d'aider les réfugiés à renforcer leur résilience et à se préparer à un éventuel retour volontaire.

10. Les contraintes financières, notamment suite à la réduction de l'aide au développement accordée par les États-Unis, menacent la poursuite des services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et de lutte contre la violence sexiste (VSS) dans le camp, ainsi que d'autres services essentiels, le budget du HCR ayant également été considérablement réduit. Plusieurs responsables gouvernementaux ont réaffirmé l'importance de maintenir le soutien international aux réfugiés en Jordanie, soulignant que des retours à grande échelle vers la République arabe syrienne restaient peu probables à court terme. Le maintien des services de SSR et de lutte contre la VBG est essentiel non seulement pour le bien-être et la protection des femmes et des filles dans les camps, mais aussi du point de vue démographique et de la santé publique. Les taux de fécondité dans les camps étant près du double de la moyenne nationale, la pression supplémentaire sur les systèmes sanitaires et sociaux jordaniens, déjà surchargés, reste une préoccupation urgente.

11. **Institut pour la santé familiale :** À Karak, la délégation a visité l'un des centres participant au programme « Centres de santé adaptés aux femmes », qui intègre la détection des violences sexistes, des services d'orientation pour les survivantes et des soins de maternité respectueux pour les groupes marginalisés. L'intégration de ces services dans les centres de santé communautaires qui desservent l'ensemble des familles, plutôt que la création d'établissements séparés pour les femmes, réduit les barrières sociales et culturelles qui empêchent souvent les femmes de demander de l'aide. Par exemple, lors d'une visite médicale familiale de routine, les femmes peuvent accéder en toute sécurité et en toute discrétion à des informations et à des services liés à la santé sexuelle et reproductive (SSR) et à la VBG dans un cadre confortable et non stigmatisant. Cette approche « guichet unique » favorise l'inclusion et l'accessibilité, et contribue à impliquer les hommes de manière constructive dans les discussions sur la VBG et le bien-être familial. En intégrant les services de prévention et d'intervention dans les structures communautaires existantes, le programme soutient une évolution progressive des normes sociales et des attitudes envers l'égalité des sexes, offrant une alternative aux modèles punitifs ou basés sur les plaintes en matière de protection contre la violence sexiste.

12. Le FNUAP apporte un soutien technique et financier pour renforcer les services de SSR et de lutte contre la violence sexiste, bien que ces efforts aient été considérablement affectés par des réductions de financement, notamment la réduction de 35 % suite au retrait du financement américain. Malgré ces difficultés, cette initiative constitue un exemple fort d'engagement communautaire durable, car le modèle a désormais été adopté par les ministères de la Santé et du Développement social, renforçant ainsi l'appropriation nationale et l'institutionnalisation des services intégrés de lutte contre la violence sexiste et de SSR.

C. Environnement/Sécurité alimentaire

13. La pénurie d'eau constitue une menace existentielle pour la Jordanie, qui figure parmi les pays les plus touchés par ce problème dans le monde. En réponse à cette situation, le gouvernement a placé la sécurité alimentaire et la transformation des systèmes alimentaires au cœur de son programme national de développement, reconnaissant les liens étroits qui existent entre la disponibilité de l'eau, la résilience climatique et les moyens de subsistance durables.

14. **Pêche durable** : la délégation a visité une initiative de développement durable soutenue par le PNUD à Aqaba, qui combine la conservation de la biodiversité – notamment la protection des écosystèmes marins et des récifs coralliens – avec la création d'opportunités économiques pour les communautés de pêcheurs locales et la promotion du tourisme vert. Ce projet démontre que les efforts de sensibilisation et de protection de la biodiversité marine sont plus efficaces lorsque les communautés locales bénéficient directement des investissements dans l'économie bleue et des solutions fondées sur la nature. Dans ce contexte, le PNUD a soutenu les autorités portuaires locales en leur fournissant des installations de stockage frigorifique, ce qui a permis d'améliorer la qualité et la fraîcheur du poisson, de réduire les pertes après récolte et d'améliorer les moyens de subsistance et la compétitivité des pêcheurs locaux. Cette intervention a permis aux producteurs d'accéder aux marchés d'exportation, tout en contribuant à la gestion durable des ressources marines.

15. **Transformation du système alimentaire** : À l'issue de sa visite sur le terrain, la délégation s'est intéressée à une initiative innovante visant à promouvoir un système alimentaire juste, inclusif et durable en Jordanie. Le système alimentaire du pays est soumis à des pressions croissantes en raison de la vulnérabilité climatique, de la rareté des ressources, de la forte dépendance vis-à-vis des importations (environ 80 %) et des défis socio-économiques persistants, notamment la pauvreté, le chômage et les inégalités. Sous la houlette du PNUD, la Jordanie s'efforce de mettre en place un système alimentaire plus résilient, plus équitable et plus durable grâce à une élaboration coordonnée des politiques, à la promotion d'une agro-industrie intelligente face au climat et au renforcement des liens entre les systèmes alimentaires, hydriques, énergétiques et de gestion des déchets, avec le soutien de mécanismes de financement innovants. Cette approche systémique vise à relever les défis structurels de manière intégrée, en dépassant les interventions fragmentées et sectorielles.

D. Aide humanitaire à Gaza (Mécanisme 2720 des Nations Unies pour Gaza)

16. Outre la promotion du développement durable et le soutien à plus de trois millions de réfugiés accueillis par la Jordanie, l'équipe de pays des Nations Unies a souligné son rôle dans la facilitation de l'acheminement de l'aide humanitaire vers les opérations d'urgence dans toute la région. Cela comprend le déploiement de fournitures vitales en étroite collaboration avec les donateurs internationaux et l'Organisation caritative hachémite de Jordanie (JHCO).

17. **Soutien au corridor jordanien** : La délégation a visité les entrepôts de la JHCO à Al Ghabawi afin de se faire une idée précise du fonctionnement du mécanisme mis en place par les Nations Unies conformément à la résolution 2720 (2023) du Conseil de sécurité pour Gaza. Cette visite a permis d'avoir une vue d'ensemble des efforts menés par l'UNOPS pour mettre en place les infrastructures essentielles et se procurer les équipements indispensables au fonctionnement du corridor jordanien. La délégation a pu observer de vastes entrepôts remplis de marchandises humanitaires prêtes à être acheminées. Elle a toutefois noté que le transport des fournitures avait été retardé en raison de circonstances indépendantes de la volonté des autorités jordaniennes.

III. Observations et conclusions

A. Unité d'action

18. Le Coordonnateur résident des Nations Unies, en collaboration avec les représentants des agences en Jordanie, a réalisé des progrès notables dans le renforcement de la coordination grâce à la mise en place d'une série de groupes de travail interinstitutions chargés de mettre en œuvre conjointement le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF). Tout au long de la visite, la délégation a constaté un engagement fort au niveau national en faveur d'une approche plus intégrée du soutien des Nations Unies, tout en notant les difficultés pratiques liées à la traduction des ambitions de coordination à l'échelle du système en réalités opérationnelles sur le terrain.

19. Malgré la diminution des ressources disponibles, notamment la réduction significative du financement des activités liées au genre – qui touche particulièrement le FNUAP – la Jordanie continue de bénéficier d'une aide publique au développement (APD) substantielle, estimée à environ 2,4 milliards de dollars, provenant en grande partie de contributions bilatérales et de financements humanitaires liés à

la crise syrienne. Néanmoins, la délégation a observé qu'il restait difficile de travailler de manière plus cohérente et coordonnée, non seulement au sein de l'équipe de pays des Nations Unies, mais aussi dans le cadre des relations avec les institutions financières internationales (IFI) et les partenaires bilatéraux, compte tenu de l'environnement de financement du développement de plus en plus contraignant. Le projet de dessalement et de transport de l'eau entre Aqaba et Amman a été cité comme un exemple illustratif d'une initiative à grande échelle et stratégiquement importante, ayant des implications sociales, économiques et sécuritaires nationales significatives, en particulier pour lutter contre la pénurie d'eau. Bien que d'autres acteurs mènent cet effort, la délégation a noté une exposition limitée au projet pendant la visite et a identifié un champ d'action potentiel pour les Nations Unies afin de tirer plus activement parti de leur rôle de coordination et de conseil politique dans le cadre de telles initiatives nationales transformatrices. Dans le contexte d'un pays à revenu intermédiaire comme la Jordanie, cela renforce l'importance pour les Nations Unies de se concentrer davantage sur le soutien politique, la coordination et l'engagement au niveau des systèmes, parallèlement à des interventions ciblées basées sur des projets.

B. Proposition de valeur des Nations Unies

20. Les discussions avec les homologues gouvernementaux ont montré que les Nations Unies sont encore principalement perçues sous l'angle humanitaire, en particulier en ce qui concerne l'aide aux réfugiés, plutôt que comme un partenaire stratégique en matière de développement. Comme l'ont fait remarquer de hauts fonctionnaires, dont le ministre de la Planification, des institutions telles que la Banque mondiale continuent d'être considérées comme les principaux acteurs dans le domaine du financement du développement et des programmes de réforme. Dans ce contexte, il reste difficile d'articuler une proposition de valeur claire et différenciée des Nations Unies dans un pays à revenu intermédiaire comme la Jordanie. Contrairement à d'autres pays à revenu intermédiaire où l'empreinte des Nations Unies est relativement limitée, la présence opérationnelle de l'Organisation en Jordanie a été relativement importante, atteignant un pic de 1 milliard de dollars en 2022, ce qui reflète le rôle stratégique du pays dans une région touchée par des crises prolongées.¹ Si le coordonnateur résident des Nations Unies et les représentants des agences entretiennent des relations constructives avec leurs homologues gouvernementaux, les engagements semblent souvent motivés par des interactions transactionnelles avec les principaux donateurs bilatéraux, tels que l'Union européenne, en particulier autour de priorités nationales à grande échelle, notamment les initiatives de dessalement de l'eau. Une dynamique similaire a été observée dans le cadre du plan de modernisation du secteur public, où le PNUD a contribué à des approches politiques innovantes à un stade précoce, mais où les préférences en matière de mise en œuvre se sont finalement orientées vers de grands cabinets de conseil internationaux.

21. Dans ce contexte opérationnel, la délégation a observé qu'il peut être difficile pour le coordonnateur résident d'amener le système des Nations Unies à adopter un discours cohérent en matière de développement pour collaborer avec ses homologues gouvernementaux, en particulier lorsque les préférences du gouvernement favorisent une collaboration directe avec des agences individuelles disposant de ressources dédiées et de mandats de mise en œuvre. Les interlocuteurs gouvernementaux ont exprimé un intérêt limité pour les discussions collectives ou conjointes des Nations Unies, préférant des engagements spécifiques à chaque organisme, alignés sur des résultats concrets. Ces observations soulignent l'importance de veiller à ce que les discussions sur la réforme des Nations Unies, y compris celles liées à l'UN80, restent ancrées dans les réalités du terrain et évitent les approches uniformisées, en reconnaissant que les contextes nationaux et les attentes des gouvernements varient considérablement.

C. Réforme des Nations Unies

22. Tout au long de la visite, la délégation a noté des perceptions et des préoccupations mitigées concernant l'UN80, exprimées tant par les entités des Nations Unies que par leurs homologues gouvernementaux. Une préoccupation commune était que les décisions liées à la réforme pourraient être prises de manière centralisée et mises en œuvre sans consultation suffisante des parties prenantes au niveau national. D'un point de vue systémique, l'ampleur de la présence des Nations Unies en Jordanie –

¹ Alors que les opérations des Nations Unies ont atteint un pic de 1,01 milliard de dollars en 2022, ces chiffres ont baissé à 750,8 millions en 2023 et à 679,8 millions en 2024. Cette réduction est due à des changements dans le contexte global de l'aide internationale et au transfert de ressources vers l'aide humanitaire à Gaza.

qui compte 29 entités – a été considérée comme créant à la fois des opportunités et des défis. Bien que des efforts soient en cours pour renforcer la collaboration et mieux tirer parti des avantages comparatifs, la délégation a noté des chevauchements de mandats, une concurrence pour des ressources limitées et des frais généraux élevés liés au maintien de multiples entités distinctes. La visite a également mis en évidence les possibilités d'améliorer l'efficacité opérationnelle. Les dispositions pratiques prises pendant la visite sur le terrain, telles que l'utilisation de véhicules distincts pour chaque agence plutôt que de moyens de transport communs, ont illustré de manière concrète les possibilités de renforcer la coordination et de réduire les doubles emplois, tout en favorisant une collaboration plus étroite et l'échange d'informations entre les entités des Nations Unies.

D. Coopération entre pays

23. Bon nombre des défis auxquels la Jordanie est confrontée sont étroitement liés à la dynamique régionale et aux conflits dans les pays voisins, notamment en République arabe syrienne, à Gaza et en Iraq. Cependant, la délégation a observé que les opérations des Nations Unies en Jordanie continuent d'être planifiées, mises en œuvre et évaluées dans le cadre de structures nationales, notamment le Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF) et les documents de programme par pays (CPD), sans qu'il y ait vraiment de preuve d'une programmation ou d'une coordination structurée entre les pays, au-delà des consultations régionales périodiques. Compte tenu des fortes répercussions régionales sur la Jordanie et de la présence de huit bureaux régionaux basés à Amman, la délégation a noté que la coopération transnationale ne semblait pas être poursuivie de manière systématique ou proactive. Dans ce contexte, l'absence d'engagement de certaines structures de coordination régionales, notamment le Bureau régional de coordination du développement (DCO), pendant la visite a été considérée comme une occasion manquée de promouvoir des approches plus intégrées et mieux adaptées à la région pour relever les défis communs.

E. Mise à l'échelle pour un impact transformationnel

24. La délégation a observé un certain nombre d'initiatives prometteuses, telles que celles qui soutiennent les petits pêcheurs à Aqaba, qui présentent un fort potentiel d'extension grâce à des partenariats public-privé. Toutefois, pour obtenir un impact transformationnel, plusieurs défis doivent être relevés. Il s'agit notamment d'aligner les objectifs des autorités locales (qui peuvent souhaiter que le secteur privé fournisse des services publics) sur ceux du secteur privé (qui doit garantir la viabilité commerciale), ainsi que de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) dans l'élaboration de projets bancables. Le renforcement de ces conditions favorables contribuerait à débloquer des financements mixtes, à favoriser la coopération régionale et à mobiliser des capitaux privés à grande échelle pour soutenir la croissance verte et le développement durable.

F. Gaza

25. En ce qui concerne l'aide humanitaire à Gaza, la délégation a constaté un décalage entre les assurances politiques données au niveau international concernant l'accès humanitaire et les réalités opérationnelles sur le terrain. L'Organisation caritative hachémite jordanienne (JHCO) continue de faire face à des contraintes importantes, ce qui fait que les fournitures humanitaires s'accumulent dans les entrepôts au lieu d'atteindre les populations civiles touchées. La délégation a noté que ces difficultés pourraient avoir une incidence sur l'application des principes humanitaires et sur l'efficacité globale de l'intervention humanitaire.

IV. Recommandations

26. **Renforcer la coopération avec les autorités nationales et locales:** continuer à approfondir la collaboration entre les entités des Nations Unies et les autorités gouvernementales centrales et locales afin de garantir un alignement durable avec les priorités et les cadres politiques nationaux.

27. **Mettre l'accent sur l'impact stratégique:** dans un contexte de diminution des ressources et d'appels constants du Secrétaire général et des États membres en faveur d'une Organisation des Nations Unies plus stratégique, plus efficace et plus rentable, les agences devraient se concentrer davantage sur les domaines d'expertise technique spécialisée et d'avantage comparatif. Cela implique notamment de façonner le

dialogue politique et de co-créer des solutions – comme le travail du PNUD sur les cadres nationaux de financement intégré, souligné par le ministre de la Planification – plutôt que de mettre en œuvre des projets génériques pouvant être réalisés par des organisations non gouvernementales internationales (ONGI) ou des gouvernements.

28. **Renforcer le suivi de l'impact et la gestion des connaissances:** mettre en place ou renforcer des mécanismes permettant d'évaluer systématiquement les résultats et l'impact des interventions soutenues par les Nations Unies, en partenariat avec les gouvernements et les autres parties prenantes, et de tirer les enseignements de l'expérience afin d'orienter la mise à l'échelle des approches efficaces.

29. **Améliorer la coordination interinstitutions et l'alignement stratégique:** promouvoir une programmation conjointe plus approfondie et une mesure commune de l'impact entre les agences afin de mieux tirer parti des avantages comparatifs et de maximiser les résultats collectifs.

- **Promouvoir les synergies et la programmation conjointe:** dans la mesure du possible, les organismes devraient s'appuyer sur l'expertise interne des Nations Unies dans toutes les entités. Par exemple, plutôt que de faire appel à des consultants externes, les projets pourraient intégrer l'expertise technique d'organismes apparentés, ce qui permettrait de réduire les doubles emplois, de renforcer la cohérence et de permettre aux petites entités de bénéficier de l'échelle opérationnelle des plus grandes tout en conservant leur mandat et leur visibilité.
- **Promouvoir les évaluations conjointes:** le Conseil d'administration pourrait envisager des moyens d'encourager la collaboration interinstitutions, notamment en recourant davantage aux évaluations conjointes fondées sur les contributions collectives au Cadre de coordination des Nations Unies pour le développement (UNSDCF), plutôt que d'évaluer les performances des agences uniquement à partir des documents de programme individuels par pays.
- **Développer la colocalisation et les services partagés:** une utilisation accrue des locaux communs et des services administratifs partagés, en particulier par les grandes agences opérationnelles, pourrait réduire les côtés, améliorer l'efficacité et favoriser une collaboration plus étroite qui soutient la programmation conjointe.

30. **Donner la priorité au renforcement des capacités locales et à l'engagement de la société civile:** continuer à investir dans le renforcement des capacités des autorités locales, des organisations de la société civile et des groupes communautaires à gérer, adapter et pérenniser les interventions soutenues par les Nations Unies. L'engagement continu des gouvernements, des ONG, des acteurs de la société civile et des bénévoles dans la mise en œuvre et l'adaptation des programmes est essentiel pour garantir la résilience et la durabilité à long terme.

31. **Renforcer l'autonomisation des femmes:** renforcer systématiquement la participation des femmes dans tous les programmes, car il s'agit d'un facteur essentiel de l'inclusion sur le marché du travail et de l'égalité des sexes.

32. ** quilibrer les efforts humanitaires et de développement:** si l'aide humanitaire reste essentielle, en particulier dans le contexte des crises régionales, il convient d'accorder une attention égale aux initiatives de développement à long terme alignées sur les ODD afin d'assurer la cohérence entre les réponses immédiates et les objectifs de développement durable.

33. **Développer les approches innovantes:**  tendre et reproduire les modèles efficaces en réunissant les partenaires concernés afin de promouvoir des solutions efficaces, évolutives et adaptées au contexte, pouvant être adaptées à tous les secteurs et à tous les lieux.

34. **Promouvoir une participation proactive aux efforts de réforme des Nations Unies:** les entités des Nations Unies ne doivent pas attendre que les décisions relatives à la réforme soient définies au niveau central, mais contribuer activement aux objectifs de l'ONU80 par le biais d'initiatives pratiques et ascendantes au niveau national. Cela comprend la promotion de la programmation conjointe, des services partagés et d'autres mesures qui renforcent l'efficacité, la cohérence et l'impact, conformément aux ambitions de réforme à l'échelle du système.

V. Conclusions

35. Bien qu'une visite sur le terrain d'une durée limitée ne puisse donner un aperçu complet de toutes les activités des Nations Unies dans un pays, les engagements pris au cours de cette mission ont permis d'obtenir des informations précieuses sur le travail concret de l'équipe de pays des Nations Unies et des différentes agences en Jordanie. La visite a mis en évidence à la fois les domaines dans lesquels des progrès significatifs ont été réalisés et les défis qui restent à relever. Tout au long de la semaine, la délégation a pu observer la résilience et la détermination du peuple jordanien et des réfugiés qu'il accueille, ainsi que les efforts soutenus déployés par les entités des Nations Unies, les autorités nationales et locales et les acteurs de la société civile pour soutenir les résultats en matière de développement, en particulier pour les populations les plus vulnérables.

36. Pour l'avenir, la délégation a souligné l'importance d'un dialogue stratégique soutenu entre le système des Nations Unies et le gouvernement jordanien afin de mieux déterminer les domaines dans lesquels les organisations peuvent apporter la plus grande valeur ajoutée pour soutenir les résultats en matière de développement transformationnel et durable, en particulier dans un contexte de ressources de plus en plus limitées.